

Remarques à l'intention de la presse

Édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales* : Moyen-Orient et Asie centrale

Une reprise inégale dans un contexte de forte incertitude

Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Le 18 avril 2024

Washington

Bonjour à tous, soyez les bienvenus à ce point de presse sur la région Moyen-Orient et Asie centrale.

Avant de répondre à vos questions, j'aimerais faire un bref état des lieux de la situation. Je m'en tiendrai à quelques brèves remarques, en insistant sur **quatre messages** issus de notre rapport sur les perspectives économiques pour la région Moyen-Orient et Asie centrale.

Premièrement, on s'attend à une reprise inégale parmi les pays des régions Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) et Caucase et Asie centrale (CAC). L'inflation marque le pas, suivant en cela les tendances observées dans la plupart des pays du monde, mais les perspectives divergent entre les différentes régions, ainsi qu'en leur sein.

Région MOAN : Les nouvelles difficultés régionales sont marquées par des tensions géopolitiques. Le conflit à Gaza et en Israël provoque d'immenses souffrances humaines. En outre, les perturbations du transport de marchandises en mer Rouge et les baisses de production pétrolière viennent aggraver des facteurs de vulnérabilité existants, liés à de hauts niveaux d'endettement et aux coûts d'emprunt élevés.

En conséquence, la croissance devrait rester timide et enregistrer une légère amélioration à 2,7 % en 2024 (contre 1,9 % en 2023). Cette révision à la baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport aux projections d'octobre 2023 tient aux effets délétères des conflits en cours (Gaza et Soudan) et des baisses de production pétrolière (Conseil de coopération du Golfe [CCG]) sur l'activité économique.

En 2025, la croissance devrait se raffermir à 4,2 %, dans la mesure où les facteurs cités précédemment sont provisoires et que l'on suppose que leurs effets iront en s'atténuant.

- Dans les pays du CCG, où les plans de diversification économique suivent leur cours, les activités hors hydrocarbures devraient être le principal moteur de la croissance.

- Dans le même temps, les pays émergents et les pays à revenu intermédiaire de la région MOAN connaissent des tensions budgétaires de plus en plus vives, dans la mesure où le niveau élevé des paiements d'intérêts freine la consolidation des finances publiques.
- En outre, des conflits entravent l'activité économique dans un certain nombre de pays fragiles et de pays à faible revenu ; toutefois, la situation pourrait évoluer dans le bon sens dans un petit nombre d'entre eux, qui devraient voir leur situation économique s'améliorer en 2025 au fur et à mesure que s'estomperont les facteurs de ralentissement de la croissance.

Cependant, les conflits sont susceptibles d'avoir des effets économiques à long terme, ce qui représente une difficulté supplémentaire pour la région. D'après nos analyses, les conflits ont non seulement des coûts humains et sociaux durables, mais peuvent également causer de manière persistante de lourdes pertes de production, susceptibles d'avoir des effets de contagion à d'autres pays.

CAC - Les pays de la région **CAC** continuent de bien résister économiquement. La croissance est certes modérée, mais devrait demeurer robuste, à un niveau de 3,9 % en 2024, avant une hausse à 4,8 % en 2025, ce qui tient en partie à l'assouplissement des politiques macroéconomiques, à la vigueur de la demande intérieure et à des facteurs spécifiques, comme les hausses de production pétrolière.

À moyen terme, il est prévu que la croissance reste relativement stable parmi les pays importateurs de pétrole, à la faveur d'une forte demande intérieure, tandis que le plateau atteint par la production d'hydrocarbures devrait freiner la croissance des pays exportateurs de pétrole.

De plus, une réorientation des échanges commerciaux est à l'œuvre au sein de la région CAC. À la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine, les pays de la région CAC ont vu les échanges commerciaux changer de direction.

Deuxièmement, l'inflation marque le pas, suivant en cela les tendances observées au niveau mondial.

Dans la **région MOAN**, l'inflation s'approche des moyennes historiques dans de nombreux pays, et environ un tiers des pays présentent désormais des niveaux proches ou en dessous la moyenne ; quant aux cycles de durcissement de la politique monétaire, ils semblent avoir pris fin dans la plupart des pays.

- L'inflation ralentit après avoir culminé en 2023 et devrait tomber à 15,4 % en 2024, puis à 12,4 % en 2025.

- Ces chiffres sont en partie le reflet de l'inflation élevée en Égypte et au Soudan. Si l'on excepte ces deux pays, l'inflation devrait s'établir en moyenne à 8,8 % en 2024 et à 7,8 % en 2025.

Dans la plupart des pays de la **région CAC**, l'inflation est proche ou en dessous des niveaux visés, ce qui donne à certains pays les marges de manœuvre nécessaires pour entamer ou poursuivre l'assouplissement de leur politique monétaire.

- Selon nos prévisions, l'inflation devrait marquer le pas et passer de 7,7 % en 2024 à 7,1 % en 2025.

Troisièmement, les facteurs de vulnérabilité restent élevés, dans un contexte marqué par une incertitude accrue et de multiples risques.

- Dans la **région MOAN**, le conflit à Gaza et en Israël continue de représenter un risque grave, notamment si le conflit venait à encore s'aggraver ou à se prolonger. Les autres risques et difficultés pour les pays de la région ont trait à la volatilité des cours du pétrole (pour les pays exportateurs), aux tensions sur les échanges et le transport de marchandises, aux niveaux élevés d'endettement et de besoins de financement (dans les pays émergents et les pays à revenu intermédiaire), et à des chocs climatiques récurrents (dans les pays à faible revenu).
- Pour les pays de la **région CAC**, les principaux risques se rapportent à un ralentissement chez leurs partenaires commerciaux et à une détérioration des conditions géoéconomiques du fait de la guerre en Ukraine.

Quatrièmement, dans une période incertaine, il est nécessaire de réexaminer les priorités de l'action publique. Les pouvoirs publics ont la tâche difficile de préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette, tout en évitant les écueils géopolitiques et en améliorant les perspectives de croissance à moyen terme.

- **Les autorités monétaires doivent rester vigilantes**, en se gardant de tout assouplissement prématuré ou excessif. En outre, il est essentiel de renforcer les cadres de la politique monétaire et d'accroître la transparence, tout en veillant à l'indépendance des banques centrales.
- Les niveaux d'endettement public varient ; **lorsque la dette est élevée, il est nécessaire de procéder à une politique budgétaire et à une gestion active de la dette de nature à la faire nettement baisser.** Comme la situation varie considérablement d'un pays à l'autre, il est essentiel que chaque pays prenne les mesures qui lui conviennent le mieux.

- Le surcroît d'incertitude devrait inciter les pays à accélérer les réformes pour **consolider les paramètres fondamentaux de leur économie, notamment en renforçant leurs institutions.**
- En outre, il est possible de tirer parti des possibilités offertes par de nouveaux corridors commerciaux en réduisant le nombre de barrières aux échanges, en diversifiant les produits et les marchés et en améliorant les infrastructures.

Le **FMI poursuit son étroite collaboration** avec les pays de la région MOAC en vue de leur apporter des conseils de politique économique, une aide technique et des financements.

- Le FMI a approuvé plus de **40 milliards de dollars** de financements depuis le début de la pandémie, dont **16 milliards** depuis début 2023, y compris pour l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc, de la Mauritanie et de la Somalie.
- Nous avons également accru nos interventions hors programmes auprès des autorités des pays de la région MOAC, et nous accélérons la mise en œuvre de notre stratégie en faveur des pays fragiles ou touchés par des conflits.
- Par ailleurs, le FMI continue de soutenir ses pays membres de la région MOAC à travers environ **350 projets d'assistance technique et de développement des capacités**. Notre budget de développement des capacités a augmenté de 38 % ces deux dernières années, pour s'établir à **44 millions de dollars** pour l'exercice 2024.

Je vous remercie de votre attention.